

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 289

[2009/200190]

5 DECEMBER 2008. — Decreet houdende instemming, wat betreft de materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen, met het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998, ondertekend te Namen, op 3 juli 2008 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord tussen het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998, ondertekend te Namen op 3 juli 2008, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Begroting en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waalse Parlement 869 (2008-2009), nr. 1.

Volledig verslag, openbare zitting van 3 december 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 290

[2009/200227]

15 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 14, 15 et 24, 4°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle;

Vu l'accord cadre tripartite du 28 février 2007 pour le secteur non-marchand privé wallon 2007-2009;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 marquant son accord sur l'accord cadre tripartite du 28 février 2007 précité;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 16 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un accord cadre conclu le 16 mai 2000 pour le secteur non-marchand wallon, prévoyait une harmonisation des salaires du personnel des centres de formation professionnelle agréés et subventionnés par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, applicable dès le 1^{er} octobre 2000;

Considérant que les montants affectés aux centres ont été inscrits dans l'article 42bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle et liquidés sur cette base;

Considérant qu'un accord cadre tripartite conclu le 28 février 2007 pour le secteur non-marchand privé wallon (2007-2009), complète l'accord cadre du 16 mai 2000;

Considérant que ce nouvel accord cadre prévoit entre autres une mesure visant à l'octroi de jours de congé et à la création d'emploi ainsi que l'octroi d'une prime syndicale;

Considérant qu'une convention collective de travail concernant l'octroi d'une prime syndicale a été signée le 23 avril 2007;

Considérant qu'aux termes de l'accord cadre, les travailleurs occupés dans les centres et affiliés à l'une des organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la Sous-commission paritaire 329.02, bénéficient d'une prime syndicale annuelle, versée par l'ASBL "Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne";

Considérant qu'une convention collective concernant l'octroi de jours de congé supplémentaires a été signée le 25 juin 2007;

Considérant que le financement est dévolu aux centres au prorata du nombre d'heures agréées dont ils bénéficient en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle;

Considérant que le présent arrêté doit produire ses effets au 1^{er} janvier 2009;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent article règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Un article 42^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle :

"Art. 42^{ter}. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'Agence octroie, en vertu de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 conclu le 28 février 2007, une subvention spécifique annuelle aux centres relevant de ce secteur, au prorata du nombre d'heures agréées dont ils bénéficient en vertu du présent arrêté, afin d'assurer le financement d'une embauche compensatoire complémentaire ou d'un ou plusieurs compléments d'horaires, lié à l'attribution de jours de congé supplémentaires à leur personnel.

§ 2. Le montant annuel de la subvention visée au § 1^{er} s'élève à 80.114,05 EUR et se décompose comme suit :

- un montant de 42.568,68 EUR, lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1,0834 de décembre 2007 (coefficient 1,4002). Ce montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés;

- un montant de 37.545,37 EUR lié aux fluctuations de l'indice des prix et est rattaché à l'indice pivot 1,1272 d'août 2008 (coefficient 1,4860). Ce montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

§ 3. Si l'intégralité du volume horaire visé aux articles 19 à 21 et à l'annexe III du présent arrêté n'est pas attribué, la partie du montant annuel global visé au § 2 afférente aux heures disponibles est réservée pour le ou les centres de formation qui se verrai(en)t attribuer ces heures agréées.

§ 4. Les centres peuvent globaliser les subventions allouées, de manière à disposer d'un temps de travail suffisant pour recruter du personnel affecté à l'un de ces centres ou assumant une fonction commune à l'ensemble des centres ayant accepté la globalisation.

Dans ce cas, les centres concernés concluent une convention de cession de la subvention. Celle-ci est transmise pour approbation préalable à l'Agence par le centre bénéficiaire et jointe au dossier justificatif de l'utilisation de la subvention.

§ 5. L'affectation de la subvention fait chaque année l'objet d'un contrôle comptable par les services de l'Agence, qui récupère, s'il échet, la partie de la subvention non consommée."

Art. 3. Un article 42^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux missions, à l'agrément et au subventionnement des centres de formation professionnelle :

"Art. 42^{quater}. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'Agence octroie, en vertu de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 conclu le 28 février 2007, une subvention spécifique annuelle afin de prendre en charge le financement des primes syndicales des travailleurs des centres de formation professionnelle bénéficiant d'emplois subventionnés, en ce compris les emplois APE, PTP et Maribel.

Pour les travailleurs bénéficiant déjà d'une prime syndicale, la subvention est limitée au différentiel entre la prime pré-existante et la prime accordée aux travailleurs de la fonction publique, majorée de 2 euros de frais de gestion.

§ 2. La subvention annuelle s'élève à 2.883,12 EUR.

§ 3. La subvention est versée à l'ASBL "Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne" (BE 865.327.892).

§ 4. Préalablement au versement de la subvention, l'Agence vérifie le paiement des primes par le Fonds, sur base d'une déclaration de créance accompagnée de la copie des virements bancaires.

La déclaration de créance et ses annexes doivent parvenir à l'Agence avant le 1^{er} septembre de chaque année, sous peine d'irrecevabilité."

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 5. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 15 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 290

[2009/200227]

15 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 14, 15 en 24, 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding;

Gelet op de driedelige raamovereenkomst van 28 februari 2007 van de Waalse privé non profit sector 2007-2009;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot instemming met voornoemde driedelige raamovereenkomst van 28 februari 2007;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 16 maart 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 januari 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 januari 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een driedelige raamovereenkomst gesloten op 16 mei 2000 voor de Waalse privé non profit sector in een loonharmonisering voor het personeel van de door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) erkende en gesubsidieerde centra voor beroepsopleiding voorzagt, die toepasselijk is vanaf 1 oktober 2000;

Overwegende dat de voor de centra bestemde bedragen in artikel 42*bis* van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding zijn ingeschreven en op die basis zijn uitbetaald;

Overwegende dat de raamovereenkomst van 16 mei 2000 met een driedelige raamovereenkomst gesloten op 28 februari 2007 voor de Waalse privé-non-profit sector (2007-2009) wordt aangevuld;

Overwegende dat deze nieuwe raamovereenkomst onder meer voorziet in een maatregel om verlofdagen toe te kennen en om banen te creëren alsook om een syndicale premie toe te kennen;

Overwegende dat een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de toekenning van een syndicale premie op 23 april 2007 is ondertekend;

Overwegende dat op het einde van deze raamovereenkomst, de werknemers in dienst in de centra en aangesloten bij één van de representatieve werknemersorganisaties die in het paritair subcomité 329.02 zetelen, van een jaarlijkse syndicale premie genieten, gestort door de VZW "Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne";

Overwegende dat een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de toekenning van bijkomende verlofdagen op 25 juni 2007 is ondertekend;

Overwegende dat de financiering aan de centra voorbehouden is naar rato van het aantal erkende uren die zij krachtens het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding genieten;

Overwegende dat dit besluit op 1 januari 2009 in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Er wordt een artikel 42*ter* ingevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding, luidend als volgt :

"Art. 42*ter*. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, verleent het Agentschap, krachtens de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé-non-profit sector 2007-2009 gesloten op 28 februari 2007, een specifieke jaarlijkse toelage aan de centra die onder die sector ressorteren, naar rato van het aantal erkende uren die zij krachtens dit besluit genieten, om de financiering te waarborgen van een bijkomende compenserende indienstneming of van één of meerdere uurroosteraanvullingen, verbonden aan de toekenning van bijkomende verlofdagen voor hun personeel.

§ 2. Het jaarlijks bedrag van de toelage bedoeld in § 1 bedraagt 80.114,05 EUR en is samengesteld als volgt :

- een bedrag van 42.568,68 EUR, gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen en gekoppeld aan het spilindexcijfer 1,0834 van december 2007 (coëfficiënt 1,4002). Dit bedrag wordt naar rato van de bedoelde maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen in het openbaar ambt;

- een bedrag van 37.545,37 EUR, gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen en gekoppeld aan het spilindexcijfer 1,1272 van augustus 2008 (coëfficiënt 1,4860). Dit bedrag wordt naar rato van de bedoelde maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen in het openbaar ambt;

§ 3. Indien het aantal uren bedoeld in de artikelen 19 tot 21 en in bijlage III van dit besluit niet wordt toegekend, wordt het gedeelte van het jaarlijks globaal bedrag bedoeld in § 2 betreffende de beschikbare uren voorbehouden voor het (de) centrum (a) voor beroepsopleiding dat (die) deze erkende uren zou krijgen.

§ 4. De centra kunnen de toegekende toelagen globaliseren om over een voldoende werktijd te beschikken om personeelsleden aan te werven die deel uitmaken van één van de centra of die een functie uitvoeren gemeen aan alle centra die de globalisering hebben aanvaard.

In dit geval sluiten de betrokken centra een overeenkomst tot overdracht van de toelage af. Deze wordt door het begunstigde centrum aan het Agentschap ter voorafgaande goedkeuring overgezonden en gevoegd bij het dossier met bewijsstukken betreffende het gebruik van de toelage.

§ 5. De besteding van de toelage wordt jaarlijks aan een boekhoudkundige controle door de diensten van het Agentschap onderworpen, waarbij laatstgenoemd in voorkomend geval het niet-gebruikte gedeelte van de toelage terugvordert."

Art. 3. Er wordt een artikel 42^{quater} ingevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding, luidend als volgt :

"Art. 42^{quater}. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, verleent het Agentschap, krachtens de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé-non-profit sector 2007-2009 gesloten op 28 februari 2007, een specifieke jaarlijkse toelage om de financiering op zich te nemen van de syndicale premies van de werknemers van de centra voor beroepsopleiding die in aanmerking komen voor gesubsidieerde betrekkingen, met inbegrip van de APE, PTP en Maribel betrekkingen.

Voor de werknemers die reeds van een syndicale premie genieten, wordt de toelage beperkt tot het verschil tussen de reeds bestaande premie en de aan de ambtenaren toegekende premie, verhoogd met 2 euro voor de beheerskosten.

§ 2. Het jaarlijks bedrag bedraagt 2.833,12 EUR.

§ 3. De toelage wordt gestort aan de VZW "Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne" (BE 865.327.892).

§ 4. Voorafgaand aan de storting van de toelage, controleert het Agentschap de betaling van de premies door het Fonds, op basis van een schuldvorderingsverklaring vergezeld van een afschrift van de bankoverschrijvingen.

De schuldvorderingsverklaring en de bijlagen moeten voor 1 september van elk jaar aan het Agentschap worden overgemaakt, op straffe van onontvankelijkheid."

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

Art. 5. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 15 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 291

[2009/200228]

15 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi,

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 16 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 janvier 2009;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que des adaptations sont nécessaires afin tant d'alléger la charge administrative que d'améliorer la compréhension des dispositifs d'aide à l'emploi mais surtout à ainsi ne pas retarder l'octroi des rémunérations perçues par les bénéficiaires de ces interventions;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.